

M. Knowles: Depuis quand?

M. Sinclair: J'ignore la date exacte, mais il l'est devenu il y a deux ou trois mois.

M. Cruickshank: Je félicite l'adjoint parlementaire. Nous nous réjouissons qu'il vienne de la Colombie-Britannique. Après son exposé des postes du budget et des prévisions, je crois que nous pouvons affirmer, sans blesser aucun des autres adjoints parlementaires, qu'aucun d'eux ne s'en serait mieux tiré.

Une voix: Que cherchez-vous?

M. Cruickshank: Je désire rectifier l'adjoint parlementaire sur un point. Je m'apprêtais à rentrer chez moi ce matin lorsqu'il m'a dit qu'on n'avait pas encore adopté un certain poste. On m'apprend maintenant qu'il l'a été.

(Le crédit est adopté.)

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Projets de logements—

821. Pour autoriser le ministre de la Défense nationale, lors du transfert au ministère de la Défense nationale des ouvrages ou bâtiments ou des deux à la fois, construits ou convertis par la Société centrale d'hypothèque et de logement pour ledit ministère, à assumer l'obligation de la Société de rembourser les avances qui lui ont été consenties à l'égard des ouvrages et bâtiments ainsi transférés, y compris l'intérêt, conformément aux stipulations des débentures pertinentes délivrées par la Société centrale d'hypothèque et de logement comme preuve de l'obligation, la Société devant être pleinement libérée de ladite obligation dans la mesure où elle est ainsi assumée, \$1.

M. Fleming: Ce poste a besoin d'être expliqué. Ces dépenses d'un dollar éveillent toujours les soupçons et nous devons nous en défier.

M. Prudham: La Société centrale d'hypothèques et de logement a construit des logements au nom du ministère de la Défense nationale. Afin de pouvoir avancer les sommes nécessaires à cette construction, la Société lève les fonds voulus au moyen d'obligations émanant du ministère des Finances. Lorsque les logements sont terminés et remis au ministère de la Défense nationale, celui des Finances se charge des obligations, avec l'intérêt accru pendant l'intervalle. On a coutume de permettre à ces obligations de s'accumuler jusqu'à concurrence d'un million de dollars avant d'effectuer le transfert.

M. Fleming: Lorsqu'il dit que le ministère de la Défense nationale prend à sa charge les obligations, j'imagine que l'adjoint parlementaire entend par là que le service de ces obligations est imputé sur les crédits de ce ministère. Est-ce exact?

M. Prudham: Oui.

[M. Sinclair.]

M. Fleming: En somme, ce qu'on demande ici n'équivaut à guère plus qu'une autorisation statutaire. Il ne s'agit pas de nouvelles dépenses?

M. Prudham: Non.

(Le crédit est adopté.)

L'hon. M. McCann: Je demande l'autorisation de consigner au hansard la réponse à une question qu'on m'a posée hier au cours du débat sur la division de l'impôt du ministère du Revenu national.

M. le président suppléant: Le ministre veut-il déposer cette réponse au hansard?

L'hon. M. McCann: Oui.

M. le président suppléant: Le comité accorde-t-il son assentiment?

Des voix: Oui!

L'hon. M. McCann: Voici la réponse:

Impôts établis et impayés le 15 mars 1950
(particuliers et sociétés), par districts

District	Total des arriérés
Charlottetown	\$ 912,417
Sydney	632,643
Halifax	2,347,460
Saint-Jean	1,977,567
Québec	3,539,837
Sherbrooke	371,154
Montréal	17,303,671
Ottawa	6,516,726
Kingston	384,526
Belleville	837,588
Toronto	15,322,652
Hamilton	3,403,407
London	3,538,007
Fort-William	1,588,026
Winnipeg	3,395,417
Regina	1,890,263
Saskatoon	1,085,433
Calgary	2,155,842
Edmonton	3,049,138
Vancouver	11,551,983
Dawson	101,386
Canada	\$81,905,143

Dans les chiffres afférents aux provinces, fournis à la page 3751 du hansard du 15 juin 1950, le district d'Ottawa, dont une partie est en territoire québécois, a été inclus avec l'Ontario.

MINISTÈRE DES POSTES

269. Administration, \$1,373,625.

M. le président suppléant: Le crédit est-il adopté?

M. Smith (Calgary-Ouest): Attendez que j'aie tourné la page.

L'hon. M. Rinfret: Aux derniers instants de la séance, l'autre soir, le député de Winnipeg-Nord-Centre a critiqué le Gouvernement en général et mon ministère en particulier.